

# Corporate Governance

## Conseil d'administration

Au 31.12.2008		Administrateur depuis	Fin du mandat	Comité audit	Comité nominations et rémunérations	Comité du contrôle de la stratégie
<b>Philippe Pidoux</b>	Président	1994	29.04.2009			
<b>Jean-Pierre Jeannet</b>	Vice-président	2000	2009		•	
<b>Pascal Böni</b>		2007	2010			•*
<b>Eliane Borter</b>		2004	2010		•	
<b>Peter Brunner</b>		2003	2009		•*	
<b>Christian Budry</b>		2005	2011	•*		
<b>Etienne Jornod</b>		2008	29.04.2009	•		
<b>Michaela Stöckli</b>		2004	2010			•
<b>Gerhart Isler</b>		2005	31.12.2008			•
<b>Felix Weber</b>		2005	26.01.2009	•		

\*Président



jusqu'au 29.04.2009

### Philippe Pidoux Président

Lausanne (VD) | Nationalité suisse | Né en 1943

M. Pidoux est Docteur en droit de l'Université de Lausanne et a obtenu un Master of comparative jurisprudence auprès de «University of Texas Law School», USA. Il est titulaire d'un brevet d'avocat.

M. Pidoux est actuellement:

– Avocat associé de l'Etude BMP Associés à Lausanne (de 1973 à 1986, puis dès 1994).

– Vice-président (depuis 2002) et membre du conseil d'administration (depuis 1997) de Zurich Financial Services.

Il a auparavant été:

– Vice-président (de 1999 à 2003) et membre (de 1991 à 2003) du conseil d'administration de la Banque Nationale Suisse.  
– Conseiller national de 1983 à 1999.  
– Membre du Conseil d'Etat du canton de Vaud de 1986 à 1994.



### Prof. Jean-Pierre Jeannet, PhD Vice-président

Providence (USA) | Nationalités suisse et américaine  
Né en 1946

M. Jeannet est Docteur en «Business Administration» (PhD) et titulaire d'un MBA de l'Université de Massachusetts à Amherst, USA.

M. Jeannet est actuellement:

– Professeur (F.W. Olin Distinguished Professor of Global Business) au Babson College, Massachusetts, depuis 1974.  
– Professeur en Stratégie et Marketing à IMD (Institute of Management Development), Lausanne, depuis 1981.  
– Auteur de plusieurs livres spécialisés, articles et études de cas, il exerce une activité de consultant auprès de nombreuses entreprises en Europe et aux USA.



### Pascal Böni

Bâle (BS) | Nationalité suisse | Né en 1967

M. Böni est titulaire d'un MBA de l'University of Rochester, à New York, et d'un Master of European and International Business Law de l'Université de St-Gall.

#### M. Böni est actuellement:

- Président de Remaco Merger AG, Bâle, depuis 1998.
- Président et CEO de «Internationale Treuhand Gruppe», Bâle, depuis 2005.
- Membre du conseil d'administration de

la «Banque du Bois AG», Zurich, depuis 2005.

- Président de la Fondation Jean-Robert Gerstenhauer-Grolimund depuis 2006.
- Membre du comité de la «Handelskammer beider Basel (HKBB)» depuis 2006.
- Membre de l'Association suisse des banquiers depuis 2007.
- Vice-président du conseil d'administration de NEXIA Switzerland depuis 2008.

#### Il a auparavant été:

- Partenaire et dirigeant de bureaux de conseils et de M&A.



### Eliane Borter

Pully (VD) | Nationalité suisse | Née en 1945

Mme Borter est titulaire d'une maturité commerciale fédérale. Elle a suivi pendant deux ans les cours HEC à Lausanne et est au bénéfice d'un diplôme de Cambridge. Mme Borter a entrepris ensuite une longue carrière sportive.

Mme Borter s'occupe de gestion & administration de fortune privée depuis 1989

et est membre de l'hoirie Alfred Borter, qui détient 10.2% du capital de PubliGroupe.

#### Mme Borter est actuellement:

- Directrice et administratrice de la société EBO Diffusion depuis 2000.
- Présidente du Panathlon-Lausanne depuis 2004.
- Membre du Bureau de la Fondation «Sport, Science et Société» depuis 2002.
- Membre du comité de l'Aide Sportive Suisse, section romande, depuis 2004.



### Peter Brunner

Rüschlikon (ZH) | Nationalité suisse | Né en 1945

M. Brunner est titulaire d'un doctorat ès sciences économiques décerné par l'Université de St-Gall.

#### M. Brunner est actuellement:

- Président (depuis 1995) et administrateur-délégué (depuis 1989) de Desco von Schulthess Holding AG, un groupe

privé actif dans le négoce international (matières premières pour textiles) et dans l'industrie horlogère, dans lequel il est entré en 1983.

- Membre du conseil d'administration de Dresdner Bank (Schweiz) AG, Zurich, depuis 1997.
- Président de l'Association suisse des maisons de commerce international depuis 1994.



### Christian Budry

Chesalles s/Oron (VD) | Nationalité suisse  
Né en 1957

M. Budry est titulaire d'une licence ès sciences économiques et sociales de l'Université de Fribourg et d'un diplôme fédéral d'expert-comptable.

#### M. Budry est actuellement:

- CFO et membre du comité de direction de Bobst Group, Prilly, depuis 2001.
- Membre du conseil d'administration de Romande Energie Holding SA depuis 2003, et président de son comité d'audit depuis 2005.

#### Il a auparavant été:

- Directeur du département d'audit de Ernst & Young (Suisse) pour Lausanne et ensuite pour toute la Suisse romande de 1990 à 2000, Partner depuis 1996, et responsable pour la Suisse du marché «Manufacturing, Technology & Energy» de Ernst & Young (Suisse) de 2000 à 2001.



jusqu'au 29.04.2009

### Etienne Jornod

Muri bei Bern (BE) | Nationalité suisse | Né en 1953

M. Jornod est licencié ès sciences économiques de la Faculté des hautes études commerciales (HEC) de l'Université de Lausanne/Senior Executive Program, Stanford (USA).

#### M. Jornod est actuellement:

- Président et administrateur-délégué du conseil d'administration du groupe Galeonica, Berne, depuis 1996, et membre de sa direction générale depuis 1989.
- Membre du conseil d'administration d'Alliance Boots, Londres (UK)
- Membre du comité de direction de la Société suisse des industries chimiques (SSIC), Zurich.



### Michaela Stöckli

Horgen (ZH) | Nationalité suisse | Née en 1962

Mme Stöckli est au bénéfice d'une formation en économie d'entreprise.

Mme Stöckli est actuellement consultante indépendante.

#### Elle a auparavant été:

- Head of Business Unit «Traffic Security» au sein du groupe Ascom (Suisse) S.A., Berne, et membre de la direction de «Ascom Security Solutions» de 2005 à 2007.
- Vice-President International Sales de Phonak Holding, où elle était membre de

la direction du groupe et responsable de la vente des produits Phonak dans le monde entier, de 2003 à 2004.

- CEO de Logica Consulting AG, Suisse, de 2002 à 2003.
- Membre de la direction suisse de Software AG, D-Darmstadt, de 1995 à 1997, puis directrice pour la Suisse, de 1997 à 2000, puis Regional Manager: Suisse, Autriche, Hongrie, Belgique et Luxembourg, de 2000 à 2001.
- Différentes fonctions de vente et de marketing dans le groupe Unisys en Autriche, de 1993 à 1994, et en Suisse, de 1991 à 1993.



jusqu'au 31.12.2008

### Gerhart Isler

Bergdietikon (AG) | Nationalité suisse | Né en 1949

M. Isler est titulaire d'une licence ès sciences économiques de l'Université de Zurich (lic. oec. publ.).

#### M. Isler est actuellement:

- Administrateur du «Grand Casino Baden», depuis 2005.
- Administrateur de Ypsomed AG et New Value AG, depuis 2008.

- Membre du conseil de fondation de «move>med» (fondation sportive), depuis 2005.

#### Il a auparavant été:

- Editeur et président du conseil d'administration de «Finanz und Wirtschaft AG» de 1988 à 2004.



jusqu'au 26.01.2009

### Felix Weber

Zug (ZG) | Nationalité suisse | Né en 1950

M. Weber est titulaire d'un doctorat ès sciences économiques et d'un MBA décernés par l'Université de St-Gall.

#### M. Weber est actuellement:

- Managing Director, Head Investment Banking Switzerland, de Nomura International Plc depuis 2008.
- Membre du conseil d'administration de Syngenta depuis 2000.

#### Il a auparavant été:

- Managing director de Lehman Brothers International (Europe) Ltd, Zurich, de 2006 à 2008.
- Administrateur de Valora de 2006 à 2008.
- Administrateur des anciennes sociétés mères de Cablecom GmbH de 2004 à 2005.
- CFO du groupe Adecco de 1998 à 2004.
- Associate & principal de McKinsey & Company, Zurich, de 1984 à 1997.
- CEO d'Alusuisse South Africa de 1982 à 1984.

# Direction générale

Au 31.12.2008

	<b>Hans-Peter Rohner</b>	CEO, Groupe
<b>Secteurs d'activité</b>	<b>Jean-Pascal Michel</b>	CEO, Search & Find
	<b>Robert Schmidli</b>	CEO, Media Sales
	<b>Monica Woo</b>	CEO, Custom Publishing
	<b>Thomas Kaiser</b>	CEO, Digital & Marketing Services
	<b>Andreas Schmidt</b>	CFO, Finance & Controlling
<b>Services centraux</b>	<b>Brigitte Schleipen</b>	CHRO, Ressources Humaines
	<b>Christopher J. Blackwell</b>	CIO, Information & Communication Technology
	<b>Jean-Denis Briod</b>	Etat-Major / Secrétariat Général



## Hans-Peter Rohner CEO

Nationalité suisse | Né en 1953

Après un apprentissage en publicité et l'obtention du CFC en 1972, M. Rohner obtient ses diplômes de technicien en publicité en 1974 et de chef de publicité en 1979. Il complète sa formation par des cours de management en Suisse (IMD, HSG) et à l'étranger.

M. Rohner est CEO de PubliGroupe depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002 et membre de sa direction générale depuis 1994. Il a occupé les fonctions suivantes au sein du groupe:

- Directeur de la division Publicitas Promotion Network (Europe/Asie/Amérique latine) de 1999 au 30 juin 2002.
- Directeur marketing du groupe de 1994 à 1999.
- Directeur marketing et membre du comité de direction de Publicitas S.A. de 1990 à 1994.
- Responsable marketing stratégique éditeurs à la direction générale de Publicitas, Lausanne, de 1985 à 1989.

Il avait auparavant exercé les fonctions suivantes en dehors du groupe:

- Membre de la direction du groupe Tages-Anzeiger et directeur de l'édition des magazines féminins annabelle, Femina et Voilà, de 1982 à 1985.
- Membre du groupe de planification de la direction du Tages-Anzeiger, en tant que chef du projet médias électroniques, de 1980 à 1982.
- Responsable des services marketing, groupe Tages-Anzeiger, de 1976 à 1980.

M. Rohner siège au sein des conseils d'administration de plusieurs sociétés dont PubliGroupe est actionnaire et occupe actuellement les autres fonctions suivantes:

- Président du SAWI de 1999 à mai 2009.
- Membre du comité d'économiesuisse depuis 2003.
- Membre du comité GfM (Swiss Marketing) depuis 2005.
- Membre du conseil de fondation de IMD, Lausanne, depuis 2002.



**Jean-Pascal Michel**  
**CEO, Search & Find**

Nationalité française | Né en 1960

Après l'obtention d'un baccalauréat (type D), M. Michel effectue de nombreuses formations continues, notamment dans les domaines de la vente et du management. Il a effectué l'ensemble de sa carrière au sein de la société LTV Pages Jaunes S.A.

M. Michel est CEO de Search & Find et membre de la direction générale de PubliGroupe depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Il a occupé les fonctions suivantes au sein de LTV Pages Jaunes S.A. (acquise par PubliGroupe en 1996):

- Directeur national des ventes et membre de la direction de 1997 à 2007. PDG de la société Amitel S.A. (France) de 1997 à 2007.
- Directeur régional de 1988 à 1997.
- Chef de vente de 1982 à 1988.
- Collaborateur au service externe de 1981 à 1982.

M. Michel siège au sein des conseils d'administration de plusieurs sociétés dont PubliGroupe est actionnaire.



**Robert Schmidli**  
**CEO, Media Sales**

Nationalité suisse | Né en 1950

M. Schmidli est titulaire d'un diplôme fédéral en économie d'entreprise.

M. Schmidli est membre de la direction générale de PubliGroupe depuis 1998 et CEO du secteur d'activité Media Sales depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Il a occupé les fonctions suivantes au sein du groupe:

- Directeur général de la division Publi-Direct depuis l'acquisition par PubliGroupe de LTV Pages Jaunes S.A. en 1996 jusqu'au 31 décembre 2007.
- Il a également dirigé la division PubliPresse du 1<sup>er</sup> novembre 2007 au 31 décembre 2007.

Il avait auparavant exercé les fonctions suivantes en dehors du groupe:

- Responsable du secteur «magazines professionnels» au sein de «Verlagsgruppe Bertelsmann International», à Munich, de 1988 à 1996.
- Directeur, LTV Pages Jaunes S.A., alors contrôlée par le groupe Bertelsmann, de 1984 à 1996.
- Vendeur, puis directeur régional, puis directeur de la division «non copying» auprès de Xerox Suisse, de 1973 à 1984.

M. Schmidli siège au sein des conseils d'administration de plusieurs sociétés dont PubliGroupe est actionnaire.



**Thomas Kaiser**  
**CEO, Digital & Marketing Services**

Nationalité suisse | Né en 1966

M. Kaiser est licencié ès sciences économiques de l'Université de St-Gall. Il a complété ses études à la Harvard Business School.

M. Kaiser est membre de la direction générale de PubliGroupe depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006. Il est CEO de Digital & Marketing Services depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Il a occupé la fonction suivante au sein du groupe:

- Directeur du département «Corporate Development» dès le 1<sup>er</sup> juillet 2006.

Il avait auparavant exercé les fonctions suivantes en dehors du groupe:

- Hubert Burda Media (Allemagne): responsable du développement de

nouveaux modèles d'affaires dans le domaine digital et de la mise en place d'un portfolio de participations au sein de Burda Digital Ventures GmbH, de 2000 à 2006. Directeur de Burda Wireless GmbH, de 2003 à 2006.

- Bertelsmann S.A. (Allemagne): membre de la direction de AZ Bertelsmann Direct (aujourd'hui partie de Arvato S.A.). Direction de plusieurs secteurs d'activité dans les domaines du direct marketing, des services online et du marketing international, de 1995 à 1999.
- Habegger S.A. (Suisse) (aujourd'hui partie de Vogt Schild Holding S.A.): membre de la direction, responsable des activités éditoriales de la société de 1991 à 1994.

M. Kaiser siège au sein des conseils d'administration de plusieurs sociétés dont PubliGroupe est actionnaire. Il est membre de la direction de l'International Advertising Organisation (IAA Swiss Chapter).



**Monica Woo**  
**CEO, Custom Publishing**

Nationalité britannique | Née en 1965

Mme Woo est titulaire d'un diplôme en Business Management.

Mme Woo est CEO de Custom Publishing et membre de la direction générale de PubliGroupe depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Mme Woo a effectué l'ensemble de sa carrière dans le groupe depuis 1986 et occupé les fonctions suivantes au sein de sociétés du groupe:

- Directrice de Emphasis Media Group, Asie, de 2001 à 2007.
- Directrice de MCIM, société spécialiste des médias inflight en Asie, de 1999 à 2000.
- Directrice de Martin Clinch & Associates, Hong Kong, de 1995 à 1998.

Mme Woo siège au sein de conseils d'administration de plusieurs sociétés dont PubliGroupe est actionnaire.



**Andreas Schmidt**  
**CFO, Finance & Controlling**

Nationalité allemande | Né en 1956

M. Schmidt est titulaire d'une licence en économie (Université de Heidelberg) et d'un MBA (Université de North Carolina/Chapel Hill).

M. Schmidt est directeur financier (CFO) et membre de la direction générale de PubliGroupe depuis le 1<sup>er</sup> août 2003.

Il avait auparavant exercé les fonctions suivantes en dehors du groupe:

- CFO du groupe Swiss Dairy Food, de 2001 à 2003.
- Head Finance Europe & MEA, Novartis Consumer Health Ltd., de 1995 à 2001.
- Directeur des finances, Swiss Pharma SAE au Caire, de 1991 à 1995.

M. Schmidt siège au sein des conseils d'administration de plusieurs sociétés dont PubliGroupe est actionnaire et occupe actuellement l'autre fonction suivante:

- Membre du conseil d'administration de Gebro Pharma AG, Liestal, depuis 2006.



**Brigitte Schleipen**  
**CHRO, Ressources Humaines**

Nationalité française | Née en 1955

Mme Schleipen est diplômée de l'ESC Rouen (1977) avec une spécialisation «Affaires Internationales».

Mme Schleipen est directrice des ressources humaines (CHRO: Chief Human Resources Officer) et membre de la direction générale de PubliGroupe depuis le 1<sup>er</sup> mai 2005. Elle préside la Caisse de retraite de PubliGroupe depuis octobre 2006 et représente le groupe auprès du GEM (Groupement des Entreprises Multinationales).

Elle avait auparavant exercé les fonctions suivantes en dehors du groupe:

- Senior HR Consultant, Vice-President, Dresdner Bank, Genève, de 1997 à 2005.
- Attachée commerciale, puis responsable du service interne, Swiss Wire, Olten, de 1990 à 1995.
- Collaboratrice commerciale, Elektro-Apparatebau AG, Olten, de 1989 à 1990.
- Interruption de carrière pour élever ses deux enfants.
- Assistante de direction, Compagnie Financière Michelin, Bâle, de 1977 à 1982.



**Christopher J. Blackwell**  
**CIO, Information & Communication  
 Technology**

Nationalité britannique | Né en 1967

M. Blackwell a étudié l'économie et la gestion d'entreprise à l'Université de St-Gall, puis obtenu un diplôme en informatique de gestion à l'Université de Neuchâtel.

M. Blackwell dirige le département «Information & Communication Technology» depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et est membre de la direction générale de PubliGroupe depuis cette date.

Il avait auparavant exercé les fonctions suivantes en dehors du groupe:

- Vice-President Consulting pour les régions Europe, Moyen-Orient et Afrique, Agile Software Corporation, de 2005 à 2007.
- Senior Executive Sales & Delivery, Supply Chain, Accenture/CPGmarket, de 2003 à 2005.
- Senior Manager Enterprise Software Solutions, BearingPoint S.A., de 2001 à 2003.
- Co-founder & Chief Technology Officer, Vertical\*i Inc., de 1999 à 2001.
- Senior Manager, Head of Enterprise Information Systems, Andersen Business Consulting, de 1993 à 1999.



**Jean-Denis Briod**  
**Directeur Etat-Major**

Nationalité suisse | Né en 1956

M. Briod est licencié en droit de l'Université de Lausanne et a poursuivi sa formation par des stages auprès des Tribunaux dans le canton de Vaud et du service juridique de «GKN International Trading» à Londres, de 1979 à 1984. Il rejoint ensuite PubliGroupe.

M. Briod est responsable depuis 1994 des services d'Etat-Major du groupe, comprenant le secrétariat général, la communication financière et les relations avec les investisseurs, ainsi que le service juridique.

Il est membre de la direction générale de PubliGroupe depuis 1991.

Il a occupé les fonctions suivantes au sein du groupe:

- Secrétaire général de Publicitas Holding (aujourd'hui PubliGroupe) dès 1989, il assume à côté de ces fonctions la direction financière du groupe de 1991 à 1993.
- Juriste-assistant de direction, Publicitas Holding, de 1985 à 1989.

M. Briod siège au sein des conseils d'administration de plusieurs sociétés dont PubliGroupe est actionnaire.

# Informations selon la directive de SIX Swiss Exchange

## 1. Structure du groupe et actionariat

### Structure du groupe

PubliGroupe S.A. dont le siège est à Lausanne (Suisse) est la société holding qui contrôle l'ensemble des sociétés du groupe sur les plans opérationnel et financier.

#### Structure du groupe dès le 1<sup>er</sup> janvier 2008

Les activités du groupe s'articulent autour de quatre secteurs d'activité. La commercialisation des médias est la mission principale des segments «Search & Find» et «Media Sales». Les prestations de services et de conseils sont la mission des segments «Custom Publishing» et «Digital & Marketing Services». Search & Find développe et commercialise des outils facilitant les recherches de particuliers, d'entreprises, de produits et services et d'informations pratiques. Les répertoires/annuaires imprimés ou interactifs constituent le fondement de son offre. Media Sales commercialise l'offre publicitaire de plus de 4'200 médias (presse, Internet, TV, radio, cinéma, mobile) en Suisse ainsi que dans 22 autres pays. Custom Publishing développe et crée des solutions médias professionnelles sur mesure pour des compagnies aériennes (inflight entertainment) et d'autres entreprises ou institutions. Custom Publishing est implanté en Asie dans le domaine de l'inflight entertainment, ainsi qu'en Asie et en Suisse dans le secteur «corporate publishing». Digital & Marketing Services fournit des services marketing et technologiques augmentant la performance et le retour sur investissements des actions marketing de ses clients, en particulier dans l'univers digital et interactif (conseil e-business, services marketing et média, affiliate & search marketing). Les services centraux comprennent la direction générale, la direction financière, la direction des ressources humaines, la direction ICT (Information & Communication Technology) et les services informatiques, ainsi que l'état-major du groupe (secrétariat général, service juridique et communication financière); les services «corporate communication» et «corporate development» sont directement rattachés au CEO.

Les principales filiales et sociétés associées de PubliGroupe S.A. sont énumérées dans l'annexe aux comptes consolidés, en pages 45 et 46 du rapport financier (<http://www.publigroupe.com/media-relations/telecharger/key-figures.html>).

L'action nominative PubliGroupe est cotée à SIX Swiss Exchange (no de valeur: 462630/ISIN: CH0004626302/symbole: PUBN).

La capitalisation boursière de PubliGroupe à la date de référence était de CHF 157.5 millions.

### Actionnaires importants

Au 31 décembre 2008, on dénombrait 3'719 actionnaires nominatifs inscrits au registre des actions. Les groupes d'actionnaires détenant plus de 3% du capital-actions et ayant communiqué leur participation au sens de l'art. 20 LBVM étaient au nombre de sept:

Actionnaire	Ville / Pays	Nombre d'actions	%
Fondation Jean-Robert Gerstenhauer-Grolimund	Brunnen, Suisse	277'860	11.11
Hoirie Alfred Borter	Pully, Suisse	255'600	10.22
Tweedy, Browne Company LLC	New York, USA	256'560	10.26
Bestinver Gestion, S.G.I.I.C., S.A.	Madrid, ES	113'433	4.54
Laxey Partners Ltd	Isle of Man, UK	124'250	4.97
Marathon Asset Management Ltd	Londres, GB	158'367	6.33
Richmond Partners Master Ltd	George Town, KY	90'557	3.62

Douze fonds sous le «discretionary management» de Laxey Partners Ltd, Isle of Man, UK, ont annoncé, en février 2008, détenir 4.97% du capital-actions. Bestinvest Gestion, S.G.I.I.C., S.A. a annoncé avoir réduit sa participation en dessous du seuil de 5% (4.54%) en février 2008.

**Annonces faites après la date de référence:** les fonds Laxey ont annoncé, en janvier 2009, être descendus en dessous du seuil de 3%.

La Fondation Jean-Robert Gerstenhauer-Grolimund (11.11%) et la Stiftung Consuela (1.49%) à Vaduz sont considérées comme agissant de concert, avec 12.60% du capital.

PubliGroupe S.A. détient 238'750 propres actions (9.55%). La société forme un groupe avec les fondations de prévoyance patronales («Fondation de prévoyance en faveur du personnel de PubliGroupe» et la «Fondation de prévoyance en faveur du personnel dirigeant de PubliGroupe») qui détiennent 3'000 actions (0.12%). Ce groupe détient ainsi 241'750 actions, soit 9.67% du capital, à la date de référence.

Au 11 mars 2009, 494'253 actions – ou 19.77% du capital-actions – n'étaient pas annoncées au registre des actions pour y être inscrites.

## 2. Structure du capital

### Capital

Le capital-actions de PubliGroupe S.A. s'élève à CHF 2'500'259.– et est entièrement libéré. Il est divisé en 2'500'259 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 1.– chacune. Chaque action nominative attribue à son détenteur une voix à l'assemblée générale, pour autant qu'il soit inscrit au registre des actionnaires. Aucune action à droit de vote préférentiel n'a été émise.

### Capital conditionnel

PubliGroupe S.A. a un capital conditionnel de CHF 24'741.– (24'741 actions nominatives). Le capital conditionnel est régi par l'article 3 bis des statuts:

#### Article 3 bis

*Le capital-actions est augmenté d'un montant maximum de vingt-quatre mille sept cent quarante et un francs par l'émission de vingt-quatre mille sept cent quarante et une actions nominatives au plus d'une valeur nominale de un franc chacune, qui doivent être entièrement libérées. Cette augmentation s'effectue par l'exercice de droits d'options que le conseil d'administration accorde aux collaborateurs de la société et de ses sociétés affiliées. Le conseil d'administration règle les conditions et les modalités de l'octroi et celles de l'exercice des droits d'options. Le droit de souscription préférentiel des actionnaires est supprimé. Les actions nominatives nouvellement émises sont sujettes aux restrictions à la transmissibilité de l'article 6 des statuts.*

### Modifications du capital

Le 30 juin 2008, 2'339 actions, d'une valeur nominale de CHF 1.– chacune, provenant de l'augmentation de capital conditionnel ont été émises, dans le cadre du plan de participation du personnel (souscription 2008). Voir également la note 14 en page 29 du rapport financier, qui présente l'évolution du capital de PubliGroupe S.A. au cours des trois derniers exercices (<http://www.publigroupe.com/media-relations/telecharger/key-figures.html>).

### Restrictions de transfert et inscriptions de nommées

Les clauses de restrictions de transfert sont régies par l'article 6 des statuts de la société. En principe, le conseil refuse l'inscription au registre des actionnaires avec des droits de vote supérieurs à 5% du capital-actions. Il peut apporter des assouplissements à cette règle, à la majorité des deux tiers de ses membres, selon l'article 6 al. 4.

Le conseil d'administration considère que la société a intérêt à favoriser un actionnariat à long terme. Dans ces conditions, compte tenu de l'art. 6 al. 4 des statuts, il tiendra compte de la durée de propriété des actions pour accorder des exceptions, en tenant compte de chaque cas particulier.

Dans cette perspective, le conseil d'administration examine favorablement la possibilité d'inscrire un actionnaire avec droit de vote à concurrence de 7 % du capital-actions, si cet actionnaire a été propriétaire de 5 % du capital-actions pendant plus de 3 ans, la date de l'annonce du franchissement de seuil de l'art. 20 LBVM étant en principe déterminante.

En outre, le conseil d'administration examinera favorablement la possibilité d'inscrire un actionnaire avec droit de vote à concurrence de 10 % du capital-actions (et jamais davantage), si cet actionnaire a été propriétaire (inscrit avec droit de vote) de 7 % au moins du capital-actions pendant plus de 3 ans.

Le conseil d'administration peut appliquer ces principes par analogie et de manière progressive pendant la période de trois ans commençant à courir dès la date d'inscription (avec droits de vote) à concurrence de 7 %.

Les paquets détenus par feu Alfred Borter et par la Fondation Jean-Robert Gerstenhauer-Grolimund ont été inscrits avec droit de vote lors de la conversion du capital en actions nominatives, le 27 avril 1987, pour préserver leurs droits acquis. M. Alfred Borter est décédé en 2003. Sa participation a été acquise par succession par l'hoirie Alfred Borter, dont les membres sont Mmes Helga Borter, Sylvia Borter et Eliane Borter. L'hoirie Alfred Borter a été inscrite avec droit de vote en application de l'art. 6 al. 6 des statuts.

Dans le cadre de sa politique définie ci-dessus, le conseil a inscrit, en mars 2006, Tweedy, Browne Company LLC/Tweedy, Browne Global Value Fund à hauteur de 7 % des voix attribuées au capital émis (aujourd'hui 7.34 %).

Les actions détenues à titre fiduciaire ne sont pas inscrites avec droit de vote. Il n'existe aucune réglementation particulière pour les nommées qui sont assimilés à des détenteurs à titre fiduciaire et ne sont ainsi pas inscrits avec droit de vote.

#### **Article 6**

- al. 1 Le conseil d'administration peut refuser comme actionnaire l'acquéreur d'actions pour les motifs énumérés ci-après et pour autant qu'il manifeste par écrit son refus dans les vingt jours dès réception de la demande d'inscription.*
- al. 2 Le conseil d'administration peut refuser de reconnaître comme actionnaire l'acquéreur d'actions chaque fois que la participation totale de l'acquéreur dépasserait, suite à son approbation par le conseil d'administration, 5 % du capital-actions. Les personnes morales unies entre elles par le capital, les voix, la direction ou de toute autre manière, ainsi que toutes les personnes physiques ou morales, qui forment une entente ou un syndicat ou qui se concertent de toute autre manière pour l'acquisition d'actions comptent pour une personne.*
- al. 3 La limitation de 5 % indiquée ci-dessus s'applique aussi aux cas de souscription d'actions suite à une acquisition contractuelle de droits de souscription d'option ou de conversion attachés à des actions ou d'autres titres émis par la société.*
- al. 4 Le conseil peut apporter des assouplissements à cette règle à la majorité des deux tiers de ses membres, lors de reprises de sociétés par échange d'actions, de fusions, ainsi que dans d'autres cas particuliers justifiés.*
- al. 5 Le conseil d'administration peut refuser l'inscription d'un acquéreur qui, sur demande, n'a pas déclaré expressément avoir acquis et détenir les actions en son propre nom et pour son propre compte.*
- al. 6 Si des actions ont été acquises par succession, partage successoral ou en vertu du régime matrimonial, l'acquéreur ne peut être refusé comme actionnaire.*
- al. 7 Le conseil d'administration peut annuler, avec effet rétroactif, l'inscription résultant de déclarations fausses de la part de l'acquéreur.*

Cet article ne peut être modifié ou abrogé que par une décision de l'assemblée recueillant les deux tiers des voix attribuées aux actions représentées (art. 14 des statuts).

### Emprunts convertibles et options

La société n'a pas émis d'emprunt convertible. Les options détenues par les cadres dirigeants (39 bénéficiaires) au 31 décembre 2008 sont au nombre de 26'400.

Année d'émission	1999	2000	2001	Total
Durée de blocage	4 ans	4 ans	4 ans	
Début de période d'exercice	10.06.03	01.12.04	31.05.05	
Fin de période d'exercice	09.06.09	30.11.10	31.05.11	
Prix d'exercice en CHF	915	729.50	676	
Nombre d'options au 31.12.08	13'400	7'550	5'450	<b>26'400</b>

Chaque option donne droit d'acquérir une action au prix d'exercice fixé. Le total des options octroyées donne ainsi le droit d'acquérir 26'400 actions représentant un capital-actions de CHF 26'400.-. Les options sont couvertes par les actions propres détenues par PubliGroupe S.A.

## 3. Conseil d'administration

### Membres du conseil d'administration au 31 décembre 2008

Au 31.12.2008		Administrateur depuis	Fin du mandat	Comité audit	Comité nominations et rémunérations	Comité du contrôle de la stratégie
<b>Philippe Pidoux</b>	Président	1994	29.04.2009			
<b>Jean-Pierre Jeannet</b>	Vice-président	2000	2009		●	
<b>Pascal Böni</b>		2007	2010			●*
<b>Eliane Borter</b>		2004	2010		●	
<b>Peter Brunner</b>		2003	2009		●*	
<b>Christian Budry</b>		2005	2011	●*		
<b>Etienne Jornod</b>		2008	29.04.2009	●		
<b>Michaela Stöckli</b>		2004	2010			●
<b>Gerhart Isler</b>		2005	31.12.2008			●
<b>Felix Weber</b>		2005	26.01.2009	●		

\*Président

Biographies en pages 34 à 36.

### Election et durée des mandats

Les membres du conseil d'administration sont élus par l'assemblée générale, en principe pour une durée de 3 ans. Ils sont rééligibles en tout temps. Cependant, selon le règlement d'organisation, les membres âgés de 70 ans révolus doivent résilier leur mandat pour la date de la prochaine assemblée générale. Les statuts (art. 20) stipulent que le conseil se compose de 5 à 15 membres. En outre, les statuts (art. 14) exigent un quorum de deux tiers des voix représentées à l'assemblée générale pour révoquer plus d'un tiers des membres du conseil d'administration.

Il est procédé à un vote individuel pour chaque élection et réélection.

### Organisation du conseil d'administration

Le conseil d'administration de PubliGroupe était composé de dix membres jusqu'au 31 décembre 2008, tous non exécutifs, indépendants de la direction opérationnelle et provenant de différentes régions de Suisse, ainsi que des USA. Pour des raisons personnelles, M. Gerhart Isler a renoncé à son mandat d'administrateur au 31 décembre 2008 et M. Felix Weber en a fait de même au 26 janvier 2009. Aucun administrateur n'a exercé auparavant des fonctions opérationnelles au sein du groupe.

Aucun membre ne siège au conseil d'administration de sociétés cotées avec lesquelles PubliGroupe entretient des relations commerciales substantielles.

Le conseil d'administration se constitue lui-même chaque année, immédiatement après l'assemblée générale. Il désigne son président, son ou ses vice-présidents, les membres des comités ainsi que leurs présidents.

Le conseil se réunit en principe 8 fois par année et tient séance aussi souvent que les circonstances l'exigent. Il tient chaque année une séance de 2 jours consacrée à la stratégie du groupe.

Il s'est ainsi réuni à 9 reprises en 2008 pour 7 séances ordinaires s'étendant en moyenne sur une journée, une séance extraordinaire pour traiter de points particuliers, et pour un séminaire de 2 jours.

Le conseil s'appuie sur trois comités, au sein desquels sont répartis l'ensemble de ses membres: «audit», «nominations et rémunérations» et «contrôle de la stratégie». Ces comités se réunissent aussi souvent que les affaires et leurs missions l'exigent.

Le conseil fait chaque année un examen critique de son organisation et de son fonctionnement en tant qu'organe et procède en parallèle à une évaluation de chacun de ses membres.

#### Changements prévus en 2009

Le conseil propose à l'assemblée générale du 29 avril 2009 d'élire comme nouvel administrateur M. Hans-Peter Rohner, CEO du groupe, avec l'intention de le désigner président du conseil, en remplacement de M. Ph. Pidoux. Sous réserve de son élection, M. Rohner assumera dès cette date et pour un temps limité le double mandat de président du conseil et de CEO. Afin de satisfaire aux exigences de la Corporate Governance, M. Pascal Böni, membre du conseil d'administration, assumera la fonction de «Lead Director» pendant la durée du double mandat de M. Rohner. Elu en 2008, M. Etienne Jornod a fait part de sa décision de se retirer pour des raisons personnelles lors de la prochaine assemblée générale. Sous réserve de l'élection de M. Rohner et de la réélection de MM. Peter Brunner et Jean-Pierre Jeannot, le conseil comportera ainsi dorénavant sept membres.

## **Compétences**

Le conseil est la plus haute autorité en matière de prise de décision au sein de PubliGroupe S.A., hormis pour les cas réservés aux actionnaires conformément à la loi (art. 698 CO).

Le conseil exerce les compétences inaliénables qui lui sont dévolues par l'article 716 a) CO. Il définit la stratégie de l'entreprise. Il révisé et approuve les plans stratégiques et financiers à moyen et long termes, ainsi que les objectifs annuels et les budgets. Il suit et contrôle le développement des affaires, supervise l'ensemble des opérations et s'assure du respect des lois et de l'éthique des affaires. Il décide de l'utilisation des ressources financières de l'entreprise. Il définit l'organisation en adéquation avec les objectifs fixés. Il nomme la direction, dont il fixe la rémunération et évalue les performances. Il est responsable des relations avec les actionnaires.

Les comités du conseil n'ont pas de compétences décisionnelles propres. Ils ont pour mission d'aider le conseil dans l'exercice de ses compétences, en préparant les bases de ses décisions par des examens approfondis et en formulant des recommandations.

#### Comité «audit»

Ce comité se compose de 3 membres. Il a pour principale mission de surveiller le processus de production et de contrôle de l'information comptable et financière de l'entreprise. Il s'assure ainsi de la qualité du reporting et de l'efficacité du contrôle interne, de la mise en place et de l'efficacité des règles régissant la gestion des risques. Il examine la mission, l'indépendance et les travaux des auditeurs externes, avec lesquels il se réunit au minimum deux fois l'an. Il examine les clôtures et leur conformité avec les normes applicables. Il s'est réuni à 5 reprises en 2008.

#### Comité «nominations et rémunérations»

Ce comité se compose de 3 membres, le président du conseil d'administration assistant à ses séances en qualité d'invité. Il examine le processus de sélection des cadres dirigeants, ainsi que les conditions essentielles de leur contrat d'engagement. Il examine et propose les rémunérations des membres du conseil d'administration et de la direction. Il analyse et supervise les plans d'option et de participation des cadres et du personnel. Il s'est réuni à 4 reprises en 2008.

#### Comité du «contrôle de la stratégie»

Ce comité se compose de 3 membres, le président du conseil d'administration assistant à ses séances en qualité d'invité. Il contrôle la mise en œuvre et la réalisation de la stratégie approuvée par le conseil. Il examine l'organisation et la planification à 5 ans de chaque secteur d'activité. Il analyse les projets d'acquisitions et de désinvestissements ainsi que leur pertinence du point de vue stratégique. Il s'est réuni à 3 reprises en 2008.

### Délégation de compétences et instruments de contrôle

Le conseil d'administration a délégué la gestion opérationnelle des sociétés du groupe à la direction générale. Cette dernière conduit le groupe dans le cadre de la stratégie, des objectifs annuels, des plans à moyen et long termes, de l'organisation et du budget fixés ou approuvés par le conseil d'administration. Les engagements hors budget dépassant CHF 500'000.– doivent être approuvés par le conseil.

Le conseil assure un contrôle effectif de la gestion. Il reçoit des évaluations mensuelles des résultats ainsi que des contrôles budgétaires trimestriels détaillés. Le CEO et le directeur financier sont conviés à chaque séance du conseil pour informer sur la marche des affaires et les projets en cours. Les autres membres de la direction sont conviés de cas en cas, en fonction des thèmes traités. La direction générale in corpore assiste aux séances du conseil consacrées à l'approbation des clôtures annuelles, des budgets et à la stratégie. Sur recommandation du comité audit, le conseil fixe chaque année les axes prioritaires du contrôle interne pour les prochains douze mois. Il fixe notamment la liste des sociétés à contrôler. Il reçoit les rapports écrits des contrôleurs internes.

Le président du conseil d'administration est informé sur les affaires en cours par le CEO, sur un rythme en principe hebdomadaire. Il peut assister aux séances de la direction générale; il en reçoit les procès-verbaux.

Le conseil n'a pas délégué de fonctions de gestion opérationnelle à des tiers.

## 4. Direction générale

### Rôle et organisation de la direction générale

Sous réserve de ses compétences exclusives, le conseil d'administration a délégué à la direction générale la gestion opérationnelle des sociétés du groupe.

Placée sous l'autorité du CEO, la direction générale conduit et développe le groupe dans le cadre de la stratégie, des objectifs annuels, des plans à moyen et long termes, de l'organisation et du budget fixés ou approuvés par le conseil d'administration. Les engagements hors budget dépassant CHF 500'000.– doivent être approuvés par le conseil d'administration. Des systèmes d'information permettent au conseil de contrôler régulièrement la gestion de la direction générale (voir également le paragraphe consacré à la délégation des compétences par le conseil sous point 3 ci-dessus).

La direction générale est composée du CEO du groupe, des responsables des services centraux du groupe et des CEOs des secteurs d'activité du groupe.

Elle comprend ainsi les membres suivants (voir biographies en pages 37 à 40) au 31 décembre 2008:

Au 31.12.2008

	<b>Hans-Peter Rohner</b>	CEO, Groupe
<b>Secteurs d'activité</b>	<b>Jean-Pascal Michel</b>	CEO, Search & Find
	<b>Robert Schmidli</b>	CEO, Media Sales
	<b>Monica Woo</b>	CEO, Custom Publishing
	<b>Thomas Kaiser</b>	CEO, Digital & Marketing Services
<b>Services centraux</b>	<b>Andreas Schmidt</b>	CFO, Finance & Controlling
	<b>Brigitte Schleipen</b>	CHRO, Ressources Humaines
	<b>Christopher J. Blackwell</b>	CIO, Information & Communication Technology
	<b>Jean-Denis Briod</b>	Etat-Major / Secrétariat Général

Mme Monica Woo ainsi que MM. Jean-Pascal Michel et Christopher J. Blackwell sont membres de la direction du groupe depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

M. Jean-Paul Nicoulin, membre de la direction du groupe depuis 1997, en charge de l'informatique et des développements technologiques, a quitté la direction du groupe le 30 juin 2008 et pris sa retraite le 31 décembre 2008.

Dans la perspective du double mandat qui sera assumé par M. Hans-Peter Rohner, le conseil a nommé M. Thomas Kaiser, directeur général adjoint de PubliGroupe, à partir du 1<sup>er</sup> mai 2009, en sus de sa fonction de CEO du secteur d'activité Digital & Marketing Services.

## 5. Rémunérations, participations et prêts

### Rémunérations – principes

#### **Conseil d'administration**

L'article 23 des statuts de PubliGroupe S.A. stipule que le conseil d'administration fixe les honoraires de son président et de ses membres.

Ces honoraires sont décidés chaque année, sur proposition du comité «nominations & rémunérations». Leur niveau tient compte des charges et responsabilités assumées au sein du conseil d'administration et de ses comités. Ils sont composés d'une partie fixe, versée en espèces, et d'une partie versée sous forme d'actions PubliGroupe bloquées pendant 5 ans. Les versements en actions représentent entre 22% et 39% de la rémunération d'un administrateur. Les honoraires versés aux administrateurs ne sont pas liés à la réalisation d'objectifs personnels. Les versements en actions peuvent varier en fonction de l'évolution des résultats de l'entreprise. La société verse en outre à ses administrateurs des frais de représentation forfaitaires liés à la bonne exécution de leur mandat.

Aucun administrateur n'est au bénéfice d'un contrat de travail ou d'une convention analogue avec l'entreprise.

Les membres du conseil d'administration ne sont pas affiliés aux institutions de prévoyance du groupe et ne sont au bénéfice d'aucun plan de retraite financé par la société (hormis les contributions aux assurances sociales obligatoires AVS).

#### **Direction générale**

Les rémunérations des membres de la direction générale sont ratifiées chaque année par le conseil, sur proposition du comité «nominations et rémunérations».

La discussion des conditions d'engagement, la fixation des objectifs annuels, l'évaluation annuelle des performances de même que la fixation annuelle du montant variable de la rémunération du CEO du groupe sont du ressort du comité «nominations et rémunérations», qui soumet ses propositions au conseil d'administration pour ratification.

La discussion des conditions d'engagement, la fixation des objectifs annuels, l'évaluation annuelle des performances de même que la fixation annuelle du montant variable des rémunérations des autres membres de la direction générale sont du ressort du CEO du groupe qui soumet ses propositions au comité «nominations et rémunérations» pour discussion et analyse. En cas d'accord du comité, ces propositions sont soumises au conseil d'administration pour ratification.

La rémunération en espèces des membres de la direction comprend une partie fixe et une partie variable, qui peut représenter entre 35 % et 60 % de la rémunération annuelle.

La partie variable de la rémunération dépend de trois critères:

- 1) le degré de réalisation d'objectifs personnels qualitatifs et quantitatifs fixés chaque année et devant contribuer aux objectifs stratégiques, à la croissance et/ou à l'excellence opérationnelle du groupe;
- 2) l'évolution des résultats du groupe et le degré d'obtention des objectifs financiers fixés (EBIT et résultat net);
- 3) pour les membres de la direction générale dirigeant une unité d'affaires: l'évolution des résultats de cette unité d'affaire et le degré d'obtention des objectifs financiers fixés (EBIT).

La pondération de ces trois critères varie d'un membre de la direction à l'autre:

<b>Pondération moyenne</b>	<b>Critère 1</b>	<b>Critère 2</b>	<b>Critère 3</b>
CEO	35 %	65 %	
CEO des secteurs d'activité	20 %	20 %	60 %
Responsables des services centraux	35 %	65 %	

Les membres de la direction générale (ainsi qu'une quarantaine d'autres cadres dirigeants du groupe) peuvent en outre participer à un plan de participation au capital de la société qui leur permet d'acquérir des actions à des conditions privilégiées. En 2008, ce plan a permis aux bénéficiaires d'investir entre 10 % et 50 % de leur bonus (partie variable de la rémunération) obtenu pour l'exercice antérieur dans l'acquisition d'actions PubliGroupe vendues avec un discount par rapport au cours de référence de CHF 306.75. Le discount était de 50 % pour un investissement se situant entre 10 % et 29.9 % du bonus, de 55 % entre 30 % et 49.9 % du bonus, et 60 % pour 50 % du bonus. Les actions acquises sont bloquées pendant trois ans ou cinq ans, au choix du bénéficiaire. 8'547 actions ont été acquises en 2008 dans le cadre de ce plan, dont 3'909 par les membres de la direction générale.

La participation au plan 2008 était facultative et le conseil d'administration garde le droit de modifier ou de supprimer ce plan pour les exercices suivants. Il n'est donc pas un élément contractuel.

Les conditions de participation au plan sont décidées chaque année par le conseil d'administration, sur proposition du comité «nominations et rémunérations».

L'avantage financier découlant de l'acquisition d'actions à des conditions privilégiées en 2008 par des membres de la direction générale est compris dans les rémunérations globales indiquées ci-dessous.

Les membres de la direction générale ne sont pas au bénéfice de conditions contractuelles extraordinaires. Leurs contrats d'engagement ont des délais de résiliation qui n'excèdent pas 12 mois. Dès le 1<sup>er</sup> mai 2009, le CEO et le CEO-adjoint ont un contrat d'engagement prévoyant un délai de résiliation de 12 mois, pouvant être donné la première fois pour le 30 avril 2012. En cas de résiliation avant cette échéance, l'engagement pris par la société vis-à-vis du CEO ne porte que sur la partie fixe de sa rémunération, qui représente 40 % de sa rémunération totale en 2008.

Ils sont affiliés aux institutions de prévoyance du groupe aux mêmes conditions que l'ensemble du personnel de l'entreprise.

## Rémunérations 2008

### Conseil d'administration

Les honoraires en espèces et en actions ainsi que les frais forfaitaires versés en 2008 au conseil d'administration ont atteint un montant global de CHF 1.63 million.

Le tableau suivant donne le détail des rémunérations individuelles des membres du conseil d'administration. Il est aussi inclus dans les notes aux comptes audités de PubliGroupe S.A., conformément à l'article 663b bis CO.

### Rémunérations 2008 des membres du conseil d'administration

en milliers de CHF	Honoraires et frais	Comités	Valeur des actions attribuées	Total des rémunérations	Charges sociales	Total
M. Philippe Pidoux, Président	360	–	51	411	20	431
M. Jean-Pierre Jeannet, Vice-président	150	10	35	195	9	204
M. Pascal Böni, Membre	80	28	28	136	–	136
Mme Eliane Borter, Membre	80	15	28	123	7	130
M. Peter Brunner, Membre	80	20	28	128	7	135
M. Christian Budry, Membre	80	30	28	138	8	146
M. Gerhart Isler, Membre (a démissionné au 31.12.2008)	80	15	28	123	7	130
M. Etienne Jornod, Membre (élu le 30.04.2008)	53	8	19	80	3	83
Mme Michaela Stöckli, Membre	80	10	28	118	7	125
M. Felix Weber, Membre (a démissionné le 26.01.2009)	135	8	35	178	10	188
<b>Montant global accordé aux membres du conseil d'administration</b>	<b>1'178</b>	<b>144</b>	<b>308</b>	<b>1'630</b>	<b>78</b>	<b>1'708</b>

### Rémunérations 2007 des membres du conseil d'administration

en milliers de CHF	Honoraires et frais	Comités	Valeur des actions attribuées	Total des rémunérations	Charges sociales	Total
M. Philippe Pidoux, Président	360	–	95	455	20	475
M. Felix Weber, Vice-président	190	–	74	264	12	276
M. Pascal Böni, Membre	53	20	54	127	–	127
Mme Eliane Borter, Membre	80	13	54	147	7	154
M. Peter Brunner, Membre	80	20	54	154	7	161
M. Christian Budry, Membre	80	28	54	162	7	169
M. Gerhart Isler, Membre	80	20	54	154	7	161
M. Jean-Pierre Jeannet, Membre	95	20	54	169	7	176
Mme Michaela Stöckli, Membre	80	10	54	144	7	151
<b>Montant global accordé aux membres du conseil d'administration</b>	<b>1'098</b>	<b>131</b>	<b>547</b>	<b>1'776</b>	<b>74</b>	<b>1'850</b>

Les actions distribuées à titre de rémunération sont bloquées pendant 5 ans.

### Direction générale

Les montants globaux des rémunérations de la direction générale et du CEO indiqués ci-dessous comprennent la totalité des rémunérations fixes et variables, des frais de représentation ainsi que des avantages découlant d'acquisitions d'actions à des conditions privilégiées et des actions attribuées au CEO. Les contributions patronales aux assurances sociales et aux caisses de retraite sont incluses dans les «charges sociales». La rémunération fixe a été versée pendant l'exercice 2008 et la partie variable en mars 2009, sur la base de l'évaluation des performances réalisées en 2008. Ces montants sont pris en charge par l'exercice comptable 2008.

Les rémunérations versées en 2008 par PubliGroupe S.A. et ses filiales aux membres de sa direction générale en exercice ont atteint un montant global de CHF 5.3 millions. La rémunération la plus élevée est celle du CEO du groupe, M. Hans-Peter Rohner.

Le tableau suivant donne les détails de la structure de la rémunération globale de la direction générale et de celle du CEO.

### Rémunérations 2008 des membres de la direction générale du groupe

En milliers de CHF	Total 2008	dont H.-P. Rohner	Total 2007	dont H.-P. Rohner
Rémunérations fixes et frais	2'740	441	2'606	430
Rémunérations variables	1'965	650	3'101	850
Avantage financier découlant de l'achat d'actions à conditions privilégiées	*575	*132	403	134
Valeur des actions attribuées	–	–	140	140
<b>Total des rémunérations</b>	<b>5'280</b>	<b>1'223</b>	<b>6'250</b>	<b>1'554</b>
Indemnités de départ à la retraite	503	–	–	–
Charges sociales	786	151	755	151
<b>Total</b>	<b>6'569</b>	<b>1'374</b>	<b>7'005</b>	<b>1'705</b>

\* Ce montant représente l'équivalent du discount de 50% à 60% accordé pour l'achat d'actions PubliGroupe au printemps 2008 (prix de référence 2008: CHF 306.75) selon le plan de participation décrit en page 48. Les actions achetées à condition privilégiée sont bloquées pendant 3 ou 5 ans.

Les actions distribuées à titre de rémunération sont bloquées pendant 5 ans.

Le poste «Indemnités de départ à la retraite» inclut une contribution à la caisse de retraite de CHF 303'000.– ainsi qu'une indemnité de départ à la retraite de CHF 200'000.– qui ont été versées à un membre de la direction générale ayant quitté ses fonctions en cours d'exercice.

### Prêts

Aucun prêt n'est octroyé à un membre du conseil d'administration ou à un membre de la direction générale ou à une personne qui leur serait proche.

### Participations au 31 décembre 2008

#### Nombre d'actions détenues au 31.12.2008 par les membres du conseil d'administration et les personnes qui leur sont proches

	Actions 2008	Actions 2007
M. Philippe Pidoux, Président	4'110	3'225
M. Jean-Pierre Jeannet, Vice-président	885	700
M. Pascal Böni, Membre*	800	615
Mme Eliane Borter, Membre**	585	400
M. Peter Brunner, Membre	735	550
M. Christian Budry, Membre	445	260
M. Gerhart Isler, Membre (a démissionné au 31.12.2008)	735	450
M. Etienne Jornod, Membre (élu le 30.04.2008)	–	–
Mme Michaela Stöckli, Membre	665	480
M. Felix Weber, Membre (a démissionné le 26.01.2009)	575	315
<b>Total</b>	<b>9'535</b>	<b>6'995</b>

\* M. Pascal Böni représente 277'860 actions (277'860 actions en 2007) détenues par la Fondation Gerstenhauer dont il est le président et 37'195 actions (37'195 actions en 2007) détenues par la Stiftung Consuela.

\*\* Mme Eliane Borter représente 255'600 actions (250'550 actions en 2007) détenues par l'hoirie Alfred Borter dont elle est membre.

**Nombre d'actions détenues au 31.12.2008 par les membres de la direction générale du groupe et les personnes qui leur sont proches**

	Actions 2008	Actions 2007
M. Hans-Peter Rohner, CEO Groupe	5'600	3'300
M. Christopher Blackwell, CIO Information & Communication Technology (dès le 1 <sup>er</sup> janvier 2008)	–	–
M. Jean-Denis Briod, Directeur Etat-Major	1'007	847
M. Thomas Kaiser, CEO Digital & Marketing Services	543	157
M. Jean-Pascal Michel, CEO Search & Find (dès le 1 <sup>er</sup> janvier 2008)	523	–
Mme Brigitte Schleipen, CHRO Human Resources	530	230
M. Robert Schmidli, CEO Media Sales	1	1
M. Andreas Schmidt, CFO Finance & Controlling	2'422	1'462
Mme Monica Woo, CEO Custom Publishing (dès le 1 <sup>er</sup> janvier 2008)	484	–
M. Jean-Paul Nicoulin, Directeur Consultas, MediaConnect et iware (jusqu'au 30 juin 2008)	–	1'959
M. Christian Gartmann, Directeur Electronic Digital & Interactive Media (jusqu'au 31 décembre 2007)	–	125
<b>Total</b>	<b>11'110</b>	<b>8'081</b>

**Nombre d'options détenues au 31.12.2008 par les membres de la direction générale**

Année d'émission	1999	2000	2001	Total
Durée de blocage	4 ans	4 ans	4 ans	
Début de période d'exercice	10.06.03	01.12.04	31.05.05	
Fin de période d'exercice	09.06.09	30.11.10	31.05.11	
Prix d'exercice en CHF	915	730	676	
<b>Nombre d'options détenues par la direction générale</b>	<b>2'200</b>	<b>2'150</b>	<b>1'200</b>	<b>5'550</b>
M. Hans-Peter Rohner, CEO Groupe	600	1'250	900	<b>2'750</b>
M. Jean-Denis Briod, Directeur Etat-Major	600	600	–	<b>1'200</b>
M. Jean-Pascal Michel, CEO Search & Find	400	300	300	<b>1'000</b>
M. Robert Schmidli, CEO Media Sales	600	–	–	<b>600</b>
<b>Total</b>	<b>2'200</b>	<b>2'150</b>	<b>1'200</b>	<b>5'550</b>

**Nombre d'options détenues au 31.12.2007 par les membres de la direction générale**

Année d'émission	1998	1999	2000	2001	Total
Durée de blocage	4 ans	4 ans	4 ans	4 ans	
Début de période d'exercice	11.06.02	10.06.03	01.12.04	31.05.05	
Fin de période d'exercice	10.06.08	09.06.09	30.11.10	31.05.11	
Prix d'exercice en CHF	418	915	730	676	
<b>Nombre d'options détenues par la direction générale</b>	<b>3'200</b>	<b>2'400</b>	<b>2'350</b>	<b>1'800</b>	<b>9'750</b>
M. Hans-Peter Rohner, CEO Groupe	800	600	1'250	900	<b>3'550</b>
M. Jean-Denis Briod, Directeur Etat-Major	800	600	600	–	<b>2'000</b>
M. Jean-Paul Nicoulin, Directeur Consultas, MediaConnect, iware	800	600	500	900	<b>2'800</b>
M. Robert Schmidli, CEO Media Sales	800	600	–	–	<b>1'400</b>
<b>Total</b>	<b>3'200</b>	<b>2'400</b>	<b>2'350</b>	<b>1'800</b>	<b>9'750</b>

Les membres du conseil d'administration ne détiennent pas d'options.

Ces tableaux figurent également dans l'annexe aux comptes 2008 audités de PubliGroupe S.A. (pages 54 à 56 du rapport financier), conformément à l'article 663c CO.

## 6. Droits de participation des actionnaires

### Limitation des droits de vote

Voir chiffre 2 ci-dessus. Lors de l'exercice du droit de vote, aucun actionnaire ou groupe d'actionnaires ne peuvent réunir sur leurs personnes, de par les actions qui leur appartiennent ou qu'ils représentent, plus de 5 % de l'ensemble du capital-actions à moins qu'ils ne soient régulièrement inscrits pour un quota supérieur (art. 9 al. 4 des statuts).

### Représentation des droits de vote

Un actionnaire ne peut se faire représenter à l'assemblée générale que par un autre actionnaire inscrit avec droit de vote au registre des actions, par le représentant indépendant, par un organe de la société ou par un représentant dépositaire (art. 9 des statuts).

### Quorums statutaires

Les statuts (art. 14) exigent un quorum de deux tiers des voix représentées à l'assemblée générale pour modifier l'art. 6 (limitation des droits de vote) et pour révoquer plus d'un tiers des membres du conseil d'administration.

### Convocation de l'assemblée générale

L'assemblée générale ordinaire de la société est convoquée par le conseil d'administration durant le premier semestre de chaque année. Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins le dixième du capital-actions peuvent demander la convocation d'une assemblée générale extraordinaire en présentant une requête écrite, avec l'indication des objets de discussion et de leurs propositions.

### Inscription à l'ordre du jour

Un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble une valeur nominale de CHF 25'000.– (soit 25'000 actions) peuvent requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour, pour autant que cette requête soit communiquée par écrit au conseil d'administration 50 jours au moins avant la réunion.

### Inscription au registre des actions

Selon l'art. 6 des statuts, le conseil d'administration peut refuser l'inscription, pour les motifs prévus, dans les 20 jours qui suivent la réception de la demande d'inscription. Pour les demandes ne tombant pas sous le coup de l'art. 6 des statuts, le registre reste ouvert jusqu'à la veille de l'assemblée générale.

## 7. Prise de contrôle et mesures de défense

### Obligation de représenter une offre

Le régime légal s'applique pour la naissance de l'obligation de présenter une offre publique d'achat. Les statuts de la société ne contiennent aucune clause d'«opting up» ou d'«opting out».

### Clauses relatives aux prises de contrôle

Voir articles 6 (limitation des droits de vote) et 14 (quorum particulier) des statuts (chiffres 2 et 6 ci-dessus). Le délai de blocage des options attribuées à l'ensemble des bénéficiaires est supprimé en cas d'offre publique d'achat.

Les contrats d'engagement entre la société et les membres de la direction générale ont des délais de résiliation qui n'excèdent pas 12 mois. Dès le 1<sup>er</sup> mai 2009, le CEO et le CEO-adjoint ont un contrat d'engagement prévoyant un délai de résiliation de 12 mois, pouvant être donné la première fois pour le 30 avril 2012. En cas de résiliation avant cette échéance, l'engagement pris par la société vis-à-vis du CEO ne porte que sur la partie fixe de sa rémunération, qui représente 40 % de sa rémunération totale en 2008.

## 8. Organe de révision

### Durée du mandat de révision et durée de la fonction du réviseur responsable

KPMG S.A., Lausanne, est réviseur des comptes consolidés et organe de révision de PubliGroupe S.A. depuis l'exercice 2006. Le mandat est renouvelable chaque année, pour une année, par l'assemblée générale. Le réviseur responsable pour l'exercice 2008 assure cette fonction depuis l'exercice 2006.

### Honoraires de révision et autres honoraires

en milliers de CHF	Honoraires de révision	Autres honoraires	Total
KPMG	921	175	1'096
Autres firmes	558	390	949
<b>Total</b>	<b>1'479</b>	<b>565</b>	<b>2'044</b>

Les sociétés de révision du groupe ne sont au bénéfice d'aucun mandat en «conseil d'entreprise».

### Instruments de surveillance et de contrôle relatifs à l'organe de révision

Le comité «audit» examine la mission, l'indépendance ainsi que la planification et le déroulement des travaux des auditeurs externes avec lesquels il se réunit au minimum deux fois l'an.

En 2008, le comité «audit» s'est ainsi réuni à cinq reprises avec les auditeurs externes, pour des réunions de deux heures en moyenne.

Les auditeurs externes font part par écrit de leurs constatations importantes, lesquelles sont analysées et discutées avec le comité «audit».

## 9. Politique d'information

PubliGroupe S.A. tient ses actionnaires informés de manière systématique et transparente. Les résultats définitifs et détaillés sont publiés à la fin du mois de mars (lettre aux actionnaires et communiqué de presse). Le rapport de gestion est disponible sur le site Internet [www.publigroupe.com](http://www.publigroupe.com) et envoyé aux actionnaires inscrits ayant demandé à le recevoir à leur adresse.

Les résultats semestriels sont rendus publics fin août/début septembre (lettre aux actionnaires et communiqué de presse).

Tous les documents et communiqués publiés sont disponibles sur le site Internet [www.publigroupe.com](http://www.publigroupe.com) et peuvent être demandés au siège de la société:

PubliGroupe S.A.  
Investor Relations  
Avenue Mon-Repos 22  
CH-1002 Lausanne  
Tél.: +41 (0)21 317 71 11  
Fax: +41 (0)21 317 75 55  
[info@publigroupe.com](mailto:info@publigroupe.com)